

précisions au sujet du rôle de la mission relativement à la situation au Vietnam, mais qu'il ferait une déclaration retentissante au sujet de l'attitude du Canada dans ces circonstances très difficiles et dangereuses. Les principes énoncés dans le communiqué sont déjà un grand pas de fait et vont beaucoup plus loin que tout ce que le premier ministre a déclaré à la Chambre ou ce que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a dit ici ou au comité des affaires extérieures. Ce communiqué reconnaît un fait que le gouvernement n'a jamais voulu admettre, soit que les déclarations réitérées du président Johnson en faveur de négociations sans condition pour la paix comportaient toujours des restrictions, car tout d'abord il n'était pas disposé à entamer des pourparlers avec le Vietcong et deuxièmement, il n'était pas disposé à accepter le principe fondamental de l'entente de Genève qui veut que la frontière entre le Vietnam du Sud et le Vietnam du Nord soit provisoire et qu'il devrait être possible—si la population veut exprimer son opinion par un vote libre—d'unifier le Vietnam.

Ce communiqué reconnaît au moins les deux importantes conditions que le président des États-Unis a toujours exigées lorsqu'il était question de négociations de paix sans condition. J'aurais aimé entendre le premier ministre dire aujourd'hui que le gouvernement canadien adopte et appuie les jalons établis lors de la conférence des premiers ministres du Commonwealth.

Comme tous les députés le savent, les premiers ministres ont estimé que l'objectif ultime de cette mission sur la situation au Vietnam était triple: d'abord, une suspension de toutes les attaques aériennes des États-Unis sur le Vietnam; ensuite, obtenir du Nord-Vietnam qu'il empêche tout mouvement de forces militaires et toute assistance au Sud-Vietnam, et enfin, un cessez-le-feu de la part de toutes les parties d'ici la tenue d'une conférence.

Ils ont également énoncé quatre objectifs d'une telle conférence: premièrement, la fin de la guerre au Vietnam; deuxièmement, le retrait de toutes les troupes étrangères au Vietnam et la neutralisation de la région; troisièmement, une force de paix internationale établie aux termes des accords de Genève pour sauvegarder la paix au Vietnam, et quatrièmement, l'unification éventuelle du Vietnam grâce à des élections libres et soumises à une surveillance internationale. Monsieur l'Orateur, voilà des jalons et des objectifs qui dénotent un sens des réalités. Ce sont des jalons qui devraient plaire aux deux camps dans ce conflit.

Avant de partir en congé, le gouvernement et le Parlement, si possible, doivent donner leur adhésion à ces propositions. Le gouvernement du Canada devrait lancer un appel spécial en son propre nom ou au moyen d'une résolution du Parlement, demandant aux États-Unis de prendre l'initiative qui entraînera toutes les autres: arrêter tous les bombardements au Vietnam du Nord. On ne saurait s'attendre à des pourparlers ou des négociations de la part d'un pays qui, jour après jour, voit bombarder ses villages, ses villes et ses installations et tuer ses habitants. L'autre soir, à Radio-Canada, quelqu'un qui avait été au Vietnam a dit qu'à son avis, trois sur quatre des personnes tuées au Vietnam du Nord par les bombardements étaient des femmes et des enfants—des civils. Si c'est vrai, le ressentiment qui doit s'accumuler dans ce pays rendra impossible tous pourparlers de paix. Si, comme prélude au reste des objectifs fixés à la conférence des premiers ministres, on place d'abord l'arrêt des bombardements au Vietnam, le gouvernement doit le dire et le Parlement aussi.

Je suis convaincu que nous souhaitons tous aux premiers ministres un très grand succès dans l'accomplissement de leur mission au Vietnam. Nous devrions reconnaître, me semble-t-il, que les chances de succès de cette conférence sont bien minimes à moins qu'il y ait collaboration de part et d'autre. A mon avis, le premier pas dans ce domaine de la collaboration devrait être fait par nos bons amis et voisins, les États-Unis; ce premier pas devrait se concrétiser en cessant tout bombardement, comme le signale ce communiqué.

J'espère qu'avant de prendre congé, nous aurons d'autres occasions de revenir sur ce sujet, de sorte que le premier ministre puisse nous en dire davantage sur les délibérations de cette conférence et, surtout, pour qu'il puisse déclarer sans ambages sa propre position à l'appui de ce communiqué afin que le monde, et surtout les États-Unis, sachent que le gouvernement canadien et le Parlement canadien appuient ces objectifs, sans quoi toute solution au problème semble bien improbable. Le fait qu'on ait reconnu, lors de la conférence des premiers ministres, le danger d'escalade, le peu d'espoir d'une solution militaire, la nécessité d'un cessez-le-feu et la tenue d'une conférence, tout cela constitue la reconnaissance qu'il faut faire une percée. A mon avis, le premier pas dans cette voie est d'obtenir, tout d'abord, la fin des bombardements comme prélude à un armistice.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Nous nous joignons aux autres députés pour accueillir le premier ministre de retour au milieu de